



Les militants du MRC se sont vus interdits de rentrer dans la ville d'Ébolowa, vendredi dernier, où le parti avait prévu organisé un meeting d'investiture des candidats aux prochaines consultations électorales.

Les appareils de l'Etat ont pratiquement été utilisés ce jour contre les partisans de Maurice Kamto, qui voulaient simplement exercer un droit politique garanti par la constitution. Une situation dénoncée par bon nombre d'observateurs, à l'instar de Joël Didier Engo, Président du Comité de Libération des Prisonniers Politiques (CL2P).

Voici son message

Comme ressortissant du Sud-Cameroun, j'exprime mon profond sentiment de honte et j'adresse des sincères excuses à tous ces militants du Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC) du Pr. Maurice Kamto, qui ont été empêchés de rentrer dans la ville d'Ébolowa afin d'y tenir un meeting d'investiture de leurs candidats aux prochaines échéances électorales.

Cela ne ressemble pas à cette ville, encore moins à ses habitants; pas plus ils doivent demeurer les otages de la sauvagerie de dignitaires tribalistes et cupides, prêts à tuer pour maintenir un statu quo tyrannique au Cameroun. Cette tyrannie de Paul Biya s'effondrera comme d'autres en Afrique noire francophone, avec son modèle de balkanisation et de

ségrégation des camerounais en fonction de leurs origines ethniques et tribales.

Il appartient à chaque personne éprise de Liberté dans le monde d'œuvrer en ce sens, en isolant définitivement ce régime à travers des sanctions ciblées contre ses principaux responsables. C'est en réalité, au-delà de l'incident localisé d'Ébolowa de ce jour, la survie même du Cameroun comme un pays voulu "un et indivisible" qui se pose désormais sous le regard de la communauté internationale, et singulièrement de cette France officielle aujourd'hui le dernier rempart d'une dictature trentenaire agonisante.